

## L'Europe, sous les coups du capitalisme<sup>1</sup>

Parcourez la presse. Partout les mêmes titres : « L'Europe est en grand danger », « L'Europe est moribonde », « L'Europe agonise »... Tous plus superlatifs les uns que les autres, ils rivalisent de morosité au fur et à mesure qu'une crise apparemment sans causes, ni auteurs frappe à mort la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Italie... Et il n'y a aucune raison d'en rester là. Mais il est vrai qu'invoquer la fatalité, l'esprit de gabegie ou la fainéantise congénitale des uns et des autres est bien commode. Corollaire sous-entendu ou clairement affirmé : « C'est bien fait pour eux. » Et cela évite de trop poser les questions qui fâchent : comment en est-on arrivé là ? En quoi le système financier-économique qui nous domine, et donc les règles de fonctionnement européen qui le relaie avec une constance stupide, apportent-ils les premières explications à un effondrement qui était déjà en cours bien avant la dernière grande crise financière. Les peuples paient au grand comptant les jeux d'argent d'une petite caste arrogante quand une certaine élite croule sous les profits ? Tel semblerait être l'ordre des choses.

Sauf que ces mêmes peuples si longtemps tétanisés, en ont assez, le disent, le clament, le manifestent et, parfois, menacent. Il y a belle lurette que la « paix sociale », si confortable pour les nantis, ceux qui se croyaient les maîtres du monde, est rompue. Et la révolte va en s'élargissant.

« Cette fois, ils vont trop loin », a-t-on entendu à Madrid. Cette fois ? La péninsule s'enflamme. A plusieurs reprises, des centaines de milliers de personnes ont envahi les villes pour dire « non » aux mesures d'austérité du gouvernement : 65 milliards d'euros de nouvelles coupes budgétaires d'ici à 2014 pour obéir aux diktats des seigneurs européens. Une des dernières attaques annoncées, la suppression de la prime de Noël pour les fonctionnaires. Soit l'équivalent d'un mois de salaire. Mais parlons aussi d'un bond de la TVA de 18 % à 21 %, ou de la chute des indemnités de chômage (qui, en quatre ans, est passé de 8 à 24%, conséquence notamment de l'effondrement du pouvoir d'achat et des différents plans de rigueur). Le chômage frappe un jeune sur deux. Depuis 2007, les faillites d'entreprises auraient bondi de 400 %. Ainsi que l'a noté le Prix Nobel d'économie Paul Krugman, la cure d'austérité actuelle « n'a aucun sens ».

Hier, l'Espagne était montrée en exemple. Les banques exultaient, on construisait à tour de bras, créant ainsi consciencieusement une bulle financière incontrôlable. Aujourd'hui, le gouvernement pleurniche : « il n'y a pas d'argent dans les caisses ». Et dans la foulée, il veut porter une fois encore le bistouri dans le cœur du prolétariat pour rembourser les sommes versées aux banques espagnoles minées par la spéculation. Alors, les « indignés » occupent les lieux publics et font des émules sur le continent.

### Faillite grecque ?

La Grèce, toujours plus miséreuse loin des images pour touristes, devrait trouver 11,5 milliards au cours des deux prochaines années. Telle est la ligne dictée du fond de leurs bureaux par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international, la désormais fameuse et inhumaine « troïka ». C'est la condition pour un prêt de plus qui, comme les précédents, ne profitera nullement aux Hellènes dans un pays en pleine récession. Alors que les mages européens ont amené le pays au bord de la crise de nerfs, abattu un gouvernement et provoqué de nouvelles élections. Qui, bien entendu, toutes choses restant égales, n'ont rien changé. Ou vous marchez sur les clous aiguisés du traité de stabilité budgétaire européen. Ou vous quittez l'euro. Une première qui enclencherait à coup sûr une réaction en chaîne dans tout le sud du continent. Une perspective qui fait frémir les fanas de la monnaie unique. Surtout si, comme le rappelait *Le Soir* du 24 juillet, le gendarme global FMI et ses alliés ultralibéraux n'étaient « pas disposés à débloquer la prochaine tranche d'aide de 31,5 milliards d'euros fin août. » Dès lors, la Grèce se verrait en cessation de paiement. En clair, en faillite. Comment s'étonner que le président du Parlement européen Martin Schultz évoque une « explosion sociale en Europe » ? Or, comme l'a rappelé Alexis Tsiparas, le leader de la gauche alternative, Syriza, principale opposition politique en Grèce, plus de sacrifices n'est pas réalisable : « Les nouvelles mesures conduiront à un crash

---

<sup>1</sup> Par **Maurice Magis**, chargé de la communication à l'ACJJ – juillet 2012.

social et à la faillite en septembre. » Quant à la députée, Rena Dourou, elle a mis en garde : « La crise économique est en train de se transformer en crise de démocratie, comme on l'avait déjà souligné depuis le début de la crise de la dette. Il n'est aujourd'hui plus seulement question de sauver l'économie mais notre démocratie. »

### « Les banques qui gagnent »

Le serpent se mord la queue. Encore une fois, on en oublierait que l'accélération de la dégradation des finances publiques est la suite inévitable, puisque tout continue comme avant, des transfusions d'argent public consenties pour garantir aux spéculateurs de continuer leurs manœuvres délétères.

Comme l'ont rappelé voici peu plusieurs dirigeants du Parti de la gauche européenne (PGE), commentant un nième sommet des chefs d'Etat européens, « Le projet de pacte budgétaire<sup>2</sup> sort intact de ce qui devait être une 'renégociation' (...) Qu'elles soient directes ou indirectes, financées par le Mécanisme européen de stabilité (MES, ce nouveau fonds de soutien aux pays de la zone euro en crise, ndlr) ou non, toutes les soi-disant 'aides financières' seront une nouvelle fois payées par les citoyens européens, via les coupes budgétaires et les attaques aux droits des travailleurs. Toutes les dispositions adoptées au nom de la solidarité avec l'Italie et l'Espagne ne sont que des mesures de socialisation massive des pertes. S'ajoutent la perte de la souveraineté des peuples et le recul de la démocratie parlementaire. La vérité est la suivante : les négociations dans l'UE libérale se jouent à 27, mais c'est toujours les banques qui gagnent. » Et les rentiers.

Un sondage commandé par la Confédération européenne des syndicats (CES) décrit sans surprise la colère des citoyens européens. Et on y apprend que ce sentiment hostile à l'austérité est plus répandu en Belgique qu'ailleurs. Comme en Grèce et... en Allemagne, dont le gouvernement prône la rigueur, donc la mise à sac des salaires et des conquêtes sociales. Dans son édition de juin, *Le Monde diplomatique* titrait : « Paradis fiscaux, le modèle belge » : *Le Diplo* constatait notamment que « le fisc se retrouve impuissants face aux constructions juridiques biscornues dont l'unique but est d'éviter l'impôt (...) Ce sont à nouveau les plus hauts revenus qui voient leur base imposable le plus fortement réduite par la fantastique alchimie de l'optimisation fiscale. »<sup>3</sup> Le 12 juin, *Le Soir* constatait, comme en contre-point, « La déprime des Belges : il y a urgence. »

Cette enquête sur le bien-être psychologique de la population, menée à la demande de Solidaris, la *RTBF* et *Le Soir* auprès de Belges francophones, dressait un tableau bien peu enthousiasmant du moral de la population. 1/ Les jeunes, les femmes et les chômeurs sont les plus fragilisés. 2/ Selon les professionnels de la santé, généralistes, psychiatres ou psychologues. 8% de nos concitoyens avouent avoir déjà tenté de se suicider, 10% souffrent d'angoisse, d'anxiété ou de dépression, 57% ont besoin d'accompagnement psychologique, 45% craignent de tomber dans la pauvreté,...

### Fuite en avant

Mais mieux vaut, semble-t-il, opter pour la fuite en avant. La chancelière allemande, Angela Merkel prône une union politique au sein de la zone euro même si cela devait impliquer une Europe à deux vitesses : « Nous ne devons pas rester immobiles parce que l'un ou l'autre (pays) ne veut pas encore suivre »<sup>4</sup>. Haro sur le Sud si peu vertueux. L'union politique exigée par l'Allemagne ressemble fort à un mariage de raison dont les grandes lignes du contrat seraient calquées sur la vision de la première économie européenne. Soit faire plus d'austérité et flexibiliser les marchés des biens et du travail.

---

<sup>2</sup> Le pacte budgétaire européen, officiellement appelé traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), est un mécanisme visant les déficits publics zéro sur lequel se sont accordés 25 des 27 États membres de l'Union européenne, notamment dans la zone euro. Dans un délai d'un an suivant l'entrée en vigueur du Traité, il s'imposera sous forme de dispositions contraignantes et permanentes, de préférence, constitutionnelles. C'est ce qu'on appelle la règle d'or budgétaire qui prive les élus de leurs prérogatives.

<sup>3</sup> « Paradis fiscaux, le modèle belge ». Par Frédéric Panier. *Le Monde diplomatique*, juin 2012.

<sup>4</sup> Henri Sterdyniak est directeur du Département économie de la mondialisation de l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE), et professeur à l'Université Paris-Dauphine et membre du collectif des économistes atterrés.

Le problème de l'Espagne est un problème général en Europe. En 2010, son déficit public est important : 9,3% du PIB et on lui demande de faire des efforts extrêmement lourds pour réduire ce déficit. Le gouvernement espagnol prend cet engagement. Le problème est que du coup, la croissance économique est très mauvaise en Espagne, il n'y a pas de reprise économique. Et à ce moment-là, lorsque l'on augmente les impôts, ça pèse sur la croissance, ça freine les recettes fiscales, et du coup, le gouvernement n'est pas capable de tenir ses engagements. ... L'euro ne fonctionne pas (...) Le problème de la zone euro est qu'il y a des pays en difficulté qui n'ont pas les moyens de sortir de ces difficultés. Ils sont englués dans les règles de la zone euro, ne peuvent dévaluer comme ont pu le faire les pays scandinaves. Ils n'osent pas prendre de grandes mesures où ils s'en prendraient aux créanciers des banques. Ces pays sont donc condamnés à des politiques d'austérité qui ne rassurent pas les marchés financiers, ne permettent pas de réduire les dettes et déficits publics, qui aggravent la situation des banques et des entreprises. » Oui, il y a urgence à changer d'Europe.